Fondation Jean Jaurès

Histoire

LA SFIO ET LA SCISSION DU SOCIALISME ITALIEN DE 1947

Virgile Cirefice

03/12/2020

Les scissions des congrès de Tours (1920) ou de Livourne en Italie (1921) ne sont pas les dernières du socialisme européen. Le second après-guerre voit, lui aussi, le socialisme se diviser autour de la question du rapport aux communistes et, plus largement, de la guerre froide. Si l'expulsion des partisans de Bataille socialiste qui créent le Parti socialiste unitaire en France demeure d'ampleur limitée, le socialisme italien connaît alors une scission importante, en 1947, quand s'affrontent partisans et adversaires de l'unité d'action avec le Parti communiste.

La Libération et plus encore les débuts de la guerre froide constituent un défi majeur pour le socialisme européen. Alors que les premiers résultats électoraux – comme en Grande-Bretagne dès 1945 – peuvent laisser penser que le socialisme est désormais « le maître de l'heure » selon le mot célèbre de Léon Blum, la structuration du monde en blocs antagonistes vient troubler la lecture du monde social proposé par les socialistes. Ainsi, la question communiste prend rapidement une grande importance au sein du Comisco (Committee of the International Socialist Conference), la structure qui remplace temporairement l'Internationale ouvrière socialiste, inopérante depuis la fin des années 1930 et dissoute en 1946. Les partis socialistes de différentes traditions – sociaux-démocrates, travaillistes, socialistes – condamnent unanimement le communisme comme une déviation autoritaire du socialisme. Or, seul parmi les socialistes occidentaux, le Parti socialiste italien (PSI) défend l'unité d'action avec le Parti communiste, au point de faire listes communes avec ce dernier lors des élections législatives d'avril 1948, les premières de la toute jeune République italienne. Cela est en partie justifié par la question du fascisme, les dirigeants italiens imputant à la division du mouvement ouvrier l'arrivée au pouvoir de Benito Mussolini. En ce sens, le PSI raisonne sans doute beaucoup plus à l'échelle italienne que ne le fait le Comisco qui prend quasi exclusivement en compte le contexte européen de guerre froide.

Le parti italien est condamné par le Comisco qui le somme de renoncer à cette alliance au moment où l'ensemble du mouvement socialiste international s'enracine dans le camp occidental, bien que professant officiellement la recherche d'une troisième voie. Dénonçant une inacceptable ingérence dans ses affaires internes, le PSI refuse d'obtempérer et réaffirme en 1949 la stratégie

de Frontismo, ce qui lui vaut l'exclusion du Comisco.

Or, si la majorité du PSI s'est résolument engagée en faveur de l'alliance communiste, une partie des militants, plus proches des positions du Comisco, refusent ce qu'ils dénoncent comme une inféodation et une limitation du caractère démocratique du socialisme. Cela conduit à une scission en janvier 1947, date à laquelle les premières tensions de guerre froide commencent à se faire sentir.

En étudiant cet épisode et la façon dont il est perçu par la SFIO et par le Comisco, il s'agit d'interroger les tensions qui parcourent le socialisme international de la période. La scission italienne et son traitement par le parti français agissent ainsi comme un révélateur des dynamiques en cours au sein du socialisme des deux pays mais également dans le mouvement socialiste européen. Cela entérine l'opposition franche entre le PSI et la majorité des partis européens qui refusent la logique unitaire. Le processus montre également la façon dont la SFIO constitue un modèle pour une frange des socialistes italiens qui s'incarne dans le Parti socialiste des travailleurs italiens (Partito socialista dei lavoratori italiani, PSLI), le nouveau parti né de la scission. Enfin, cela permet également d'observer la reconfiguration des réseaux transnationaux entre les socialistes des deux pays : les liens anciens noués pendant la période d'exil antifasciste des dirigeants italiens évoluent largement, parfois jusqu'à la rupture.

La scission

Le socialisme italien est marqué par les divisions nombreuses dans les années qui suivent la Première Guerre mondiale. Comme la quasi-totalité des partis socialistes européens, il doit d'abord faire face à la scission des militants favorables à l'adhésion à la III^{e} internationale, ce qui survient lors du congrès de Livourne, en 1921. À la différence de ce qui se passe à Tours trois semaines auparavant, les scissionnistes sont ici minoritaires. La division entre socialistes et communistes n'aplanit cependant pas les difficultés internes du PSI. En effet, le parti oppose alors les maximalistes aux réformistes, divisés sur la question de la participation gouvernementale que les premiers refusent, à la différence des seconds. Dans le contexte heurté des violences politiques de l'après-guerre et de l'essor du mouvement fasciste, ces divisions portent à l'exclusion de la frange réformiste, contrainte en 1922 de créer une nouvelle formation, le Parti socialiste unitaire (PSU) dont les principaux dirigeants sont Filippo Turati et Giacomo Matteotti. La division est toutefois de courte durée car l'avènement du fascisme et l'interdiction des partis d'opposition, entraînant l'exil de certains dirigeants de premier plan, modifient la situation et conduisent à la réunification en 1930. Pendant la guerre, le parti est officiellement recréé dans la clandestinité en 1943 sous le nom de PSIUP (Parti socialiste italien d'unité prolétaire). Il est donc héritier de ces diverses traditions

qui, bien qu'un temps disposées à mettre de côté leurs divergences pour travailler à l'édification de la République et participer au gouvernement d'union nationale, ne tardent pas à faire resurgir leurs désaccords.

À la Libération, en effet, l'unité d'action avec le Parti communiste ne semble pas suffisante à certains tenants de l'aile gauche qui veulent refermer la parenthèse ouverte à Livourne et procéder à l'unification des partis ouvriers. Cette perspective, qui fait l'objet de réels débats à l'été 1945 – l'historien Giuseppe Tamburrano évoque une période caractérisée par une « flambée fusionniste » –, est fortement combattue par une frange importante du parti attachée, sinon à l'autonomie d'action du moins à l'existence d'un Parti socialiste distinct du PCI.

Le compromis adopté au congrès de Florence d'avril 1946 repose sur le refus de la fusion en échange de quoi la droite du parti ne s'oppose pas à l'unité d'action. Par ailleurs, la très forte mobilisation du PSIUP dans la campagne pour le référendum du 2 juin, qui doit trancher entre le maintien de la monarchie ou la construction d'une république, a alors contribué à maintenir l'unité du parti. Une fois cette échéance passée et la république adoptée par référendum, le débat resurgit à l'automne, alimenté par le mauvais score du parti aux élections municipales. Deux courants, particulièrement hostiles au rapprochement avec les communistes, mènent la fronde qui conduit à la scission. À la droite du parti, un groupe organisé autour de la revue milanaise *Critica sociale* est mené par Giuseppe Saragat, antifasciste exilé en France, proche des dirigeants historiques du courant réformiste, Filippo Turati et Claudio Treves. Se réclamant de cet héritage, il prône l'autonomie du socialisme italien et se montre favorable à la prolongation de la participation italienne au gouvernement d'union nationale.

Un second groupe, nommé Iniziativa socialista, est structuré autour de plusieurs figures dont Leo Solari et Matteo Matteotti, fils de Giacomo, le député socialiste assassiné par le fascisme en 1924. Ce groupe est très lié aux organisations de jeunesse, professe un marxisme offensif et révolutionnaire mais est hostile à l'unité d'action et plus encore à la fusion, bien que ses membres considèrent souvent l'anticommunisme comme contre-productif. Ils se rapprochent de Giuseppe Saragat, craignant d'être marginalisés au sein du PSIUP, malgré des positionnements parfois assez éloignés. Ce sont donc deux groupes très différents et poursuivant des objectifs à bien des égards incompatibles qui s'allient – temporairement – pour mener l'offensive.

Quand le congrès s'ouvre, en janvier 1947, la scission est déjà décidée. Alors que Matteo Matteotti demande l'invalidation du congrès pour toute une série de violations de procédure, les délégués de *Critica sociale* et d'Iniziativa socialista se réunissent au Palais Barberini et donnent naissance au Parti socialiste des travailleurs italiens. Les délégués restés fidèles au PSIUP décident de

reprendre l'ancien nom de Parti socialiste italien, craignant que la nouvelle formation ne veuille se l'approprier. Le PSLI remporte un succès important chez les cadres davantage que chez les militants. En effet, près de la moitié du groupe parlementaire rejoint la nouvelle formation – 52 sur 115 – mais seule la moitié des 150 000 militants s'étant exprimé en faveur des deux motions scissionnistes franchit le pas de la scission.

Le poids électoral du PSLI naissant n'est pas non plus insignifiant, comme le confirment les élections législatives d'avril 1948 où il recueille plus de 6% des voix. La division a également des conséquences graves pour le PSI dans les instances unitaires de certaines organisations : le parti ne pèse plus qu'entre 25% et 30 % au sein du syndicat de la CGIL, loin derrière le Parti communiste, et en juin 1947, la Ligue nationale des coopératives, institution prestigieuse et historiquement liée au socialisme, passe sous direction communiste.

Giuseppe Saragat et modèle français

Pour le groupe dirigeant de la *Critica sociale*, majoritaire dans le nouveau parti, la SFIO constitue un indéniable modèle. Giuseppe Saragat a eu l'occasion de la connaître de l'intérieur lors de son exil français puis d'être confronté à certains de ses ministres quand il fut ambassadeur italien à Paris (décembre 1944-février 1946). Cette période est considérée par Michele Donno, historien spécialiste du PSLI, comme fondamentale dans la maturation du projet de nouveau parti. Giuseppe Saragat y aurait acquis la conviction, auprès de Léon Blum dont il se réclame régulièrement, que la fusion nuirait aux socialistes, car les communistes n'accepteraient jamais une condition d'égalité avec ces derniers.

Dès le congrès de Florence d'avril 1946, à peine rentré en Italie pour se consacrer à l'activité politique, Giuseppe Saragat se place explicitement dans le sillage de la SFIO dont il vante le « sens de l'autonomie » et l'« universalisme ». Le parallèle est revendiqué avec plus de force encore au moment de la scission. Il est un temps envisagé d'appeler la nouvelle formation SIIO (Section italienne de l'internationale ouvrière) sur le modèle explicite de la France, mais les nouveaux dirigeants doivent se résoudre à adopter un autre nom car la nouvelle formation n'est affiliée en aucune manière aux instances internationales du socialisme. Ensuite, le symbole adopté est un savant mélange entre l'iconographie historique du socialisme italien – qu'il s'agit de ne pas abandonner au PSI – et celle de la SFIO. Le nouveau symbole unit donc le marteau, la faucille et le livre aux trois flèches qui, si elles ne sont pas uniquement liées à la SFIO, en sont tout de même le symbole. De plus, le PSLI fonde un quotidien intitulé *L'Umanità*, dans une allusion transparente au journal de Jean Jaurès.

Ces emprunts soulignent la proximité des deux projets politiques. Le PSLI propose explicitement d'ouvrir une troisième voie entre les deux blocs naissants, s'inspirant ici aussi de l'expérience française, ce qu'expose Ugo Guido Mondolfo dans un article de *Critica sociale*, intitulé « La Troisième voie : la voie du socialisme », en assumant la référence à Léon Blum : « Nous répétons avec Léon Blum que l'importance d'une révolution ne consiste pas dans la sonorité des mots avec lesquels on proclame sa volonté de l'accomplir, mais dans l'ampleur des transformations que l'on produit avec elle. »

Les mois qui suivent voient se multiplier les symboles de rapprochement entre les deux formations, comme lorsque *L'Umanità* reprend l'argumentaire de la SFIO après la défaite de cette dernière aux municipales de 1947 ou quand le même journal se félicite du congrès français de 1948. De même Giuseppe Saragat est régulièrement invité en France, comme en avril 1948, où il s'exprime Salle Pleyel avec d'autres dirigeants socialistes européens.

En France, le Parti socialiste accueille la nouvelle de la scission avec mesure avant de prendre progressivement parti pour le PSLI. Lorsqu'il rend compte pour la première fois de la scission, *Le Populaire* adopte un ton relativement neutre bien qu'il fasse, déjà, une large part au discours de Giuseppe Saragat. Les 19 et 21 janvier, deux articles plus importants sont rédigés par Jean Rous, bon connaisseur du socialisme italien et délégué par la SFIO au congrès. Celui-ci renvoie dos à dos les deux formations, déplorant la division du socialisme, mais n'imputant la responsabilité de celle-ci ni à l'une ni à l'autre. L'approche est donc relativement nuancée dans la presse nationale ; ce n'est en revanche pas le cas dans les publications locales qui laissent souvent entrevoir une préférence plus franche pour le PSLI. Ainsi, *Le Réveil ardennais* dénonce les « méthodes dictatoriales et totalitaires [de Pietro Nenni, le secrétaire du PSI] dont, bien que minoritaire à Florence, il avait profité pour travailler par des moyens inadmissibles à renverser l'ancienne majorité », ce qui est une reprise très fidèle des arguments des scissionnistes.

Le problème majeur du PSI est qu'il dispose de peu d'appuis en France. De fait, les membres de la SFIO, pourtant elle aussi traversée par des antagonismes importants, prennent quasiment tous fait et cause pour le PSLI. Alors que la question communiste est au cœur des réflexions de la SFIO, *Critica sociale* et le nouveau PSLI ont les faveurs de la plupart des dirigeants français qui voient dans l'autonomisme affiché par la nouvelle formation une validation de leur propre positionnement politique. Or, même chez l'aile gauche de la SFIO, le PSLI bénéficie d'une certaine sympathie, cette fois en raison des liens avec Iniziativa socialista.

En effet, quand la revue est lancée, en novembre 1946, elle est jumelée avec *La Pensée socialiste*, revue de la gauche du parti, réunie autour de Guy Mollet. Pour *La Pensée socialiste*, alors engagée

dans une croisade contre la direction Mayer-Blum, le discours d'Iniziativa, hostile à la participation, trouve un certain écho dans ses propres pages. L'attrait d'une partie de la revue italienne pour le trotskysme fait, lui, écho au positionnement politique des pivertistes et de la fédération de la Seine. On retrouve d'ailleurs dans le comité de rédaction de la revue italienne la plupart des dirigeants qui permettent à l'été 1946 l'arrivée de Guy Mollet à la tête du parti : Guy Mollet, Yves Dechezelles, Pierre Rimbert, Jean Rous, Marceau Pivert. L'année 1947, qui voit exploser cet attelage hétérogène, fait également évoluer les positions des uns et des autres à l'égard des socialistes italiens, comme on le verra.

En dernier lieu, *Le Drapeau rouge*, organe des Jeunesses socialistes dirigées par Dunoyer – André Essel – et donc hostiles, en France, à la participation ministérielle, sans éprouver pour autant de sympathies pour le Parti communiste, est sans surprise partisan d'Inizativa dont il loue l'action dans un article de janvier 1947. Des dirigeants italiens, seul Matteo Matteotti, lui aussi dirigeant d'une organisation de jeunesse, trouve grâce à ses yeux : l'article condamne tant *Critica sociale*, taxée de réformisme, que la gauche du parti « fusionniste », au profit d'Iniziativa, favorable à « une action autonome du prolétariat international, indépendante de tous les gouvernements ». L'article s'achève cependant sur une interrogation, les jeunes socialistes français alors engagés dans une lutte contre la direction de leur parti ne comprenant pas « les raisons qui ont poussé [les] camarades révolutionnaires d'Italie à s'allier au réformiste Saragat qu'ils combattaient violemment tout récemment encore ».

Ainsi, les socialistes français les plus hostiles à la participation sont séduits par le discours d'Iniziativa et le reste du parti conserve ses sympathies au réformisme de *Critica sociale* et à Giuseppe Saragat. C'est donc un problème pour le PSI, qui ne dispose pas d'alliés transalpins, ce que résume avec acuité un correspondant de Pietro Nenni :

« Pour nous, la situation est assez sérieuse : en effet, beaucoup de dirigeants de la SFIO sont davantage favorables au PSLI qu'à notre parti : ceux d'extrême gauche, avec la fédération de la Seine et Marceau Pivert en tête, à cause de leurs sympathies pour Iniziativa ; ceux de droite, pour leurs sympathies réformistes. »

Ainsi, le PSI ne trouve en France son plus solide soutien qu'hors de la SFIO puisque c'est *L'Humanité*, bien décidée à mettre en avant l'unité d'action italienne, qui le lui apporte, titrant dès le 17 janvier : « L'unité entre socialistes et communistes est indispensable a déclaré Pietro Nenni ». L'article, exaltant le PSI, est surtout l'occasion d'attaquer la SFIO alors que les divergences entre socialistes et communistes français sont de plus en plus évidentes :

> « Nenni a rappelé que c'était une tactique classique de la bourgeoisie italienne d'usurper le nom du socialisme et de se servir de certains socialistes incapables de comprendre la réalité de la situation, afin d'isoler, puis de battre, le mouvement d'avant-garde de la classe ouvrière. »

Le lendemain, la scission italienne a les honneurs de la première page, avec un article de Marcel Cachin, « Unité ! », qui s'appuie sur l'exemple italien pour promouvoir les « Amicales du POF [...] qui préparent avec obstination l'unité ouvrière française ».

L'isolement progressif du PSI

À partir de la scission, les relations entre le PSI et la SFIO se détériorent rapidement, jusqu'à la rupture complète au début de l'année 1948 quand les listes communes du PSI et du PCI provoquent un scandale à l'échelle européenne. La SFIO, comme le Comisco, se prononce en faveur de l'autonomie socialiste. Le Comisco met en demeure le PSI d'y renoncer, dans un processus qui conduit, l'année suivante, à l'exclusion de ce dernier, après la réaffirmation de la stratégie dite frontiste au congrès de Florence.

À l'inverse, les relations entre PSLI et SFIO se renforcent et deviennent de plus en plus évidentes. C'est d'ailleurs à l'occasion de la campagne électorale italienne de 1948 que Léon Blum, qui se rend en Italie, donne l'un de ses derniers grands discours de politique internationale. À Stresa, sur le lac Majeur, moins de dix jours avant les élections, il vient apporter son soutien au PSLI et à Giuseppe Saragat. Devant un parterre composé de tous les principaux dirigeants du parti, il développe une conception du socialisme qui repose sur l'humanisme et la démocratie, livrant en creux une critique de l'URSS, du communisme et de leurs alliés du PSI. Les presses du PSLI et de la SFIO donnent un grand écho à l'épisode, *L'Umanità* titre, en pleine une : « À Stresa, Léon Blum parle à l'Europe. Renier la démocratie signifie mépriser l'homme ». *Le Populaire* du 10 avril rappelle sans ambiguïté sa condamnation du PSI, puisque le PSLI y est qualifié de parti des « socialistes libres » :

« A-t-il [Léon Blum], par cette conférence, aidé le parti socialiste des travailleurs italiens ? Si, montrant que socialisme et démocratie sont les seules voies ouvertes à la justice et à la paix, s'il a aidé un parti, c'est donc que ce parti est le véritable représentant du socialisme et la démocratie dans la péninsule italienne. »

À l'inverse, la presse du PSI est extrêmement critique et reprend à l'égard du vieux dirigeant socialiste français les attaques récurrentes sur son origine bourgeoise. Un article de l'*Avanti !*, titré « Ému, Blum l'embrassa », dans une allusion tant au retour du fils prodigue – dont le terme est une

citation exacte – qu'au baiser de Judas, dénonce le PSLI et ses alliés comme des traîtres au socialisme. Le lendemain, le directeur du journal Guido Mazzali publie un article en première page, dans lequel il reconnaît les qualités intellectuelles de Léon Blum mais le présente comme coupé des masses :

« Sa prose est nette, ample et sonore, sa vision du monde est claire et son credo certain. Mais chez lui, maître d'équilibre et de pondération, à la sagesse ancienne, il n'y a jamais le souffle de la passion populaire, le signe de notre tourment, l'expression de notre époque. En l'écoutant ou en le lisant, on pense davantage à Anatole France qu'à Jean Jaurès. »

Dès lors, le PSI est irrémédiablement isolé et peine à établir des liens avec d'autres formations européennes. Il y a bien quelques contacts avec la gauche de la SFIO, mais ceux-ci demeurent épisodiques et sont surtout dominés par la volonté de sortir de l'isolement international dans lequel les deux groupes sont plongés. Ainsi, pendant la deuxième partie de l'année 1948, quand la stratégie du PSI semble pouvoir évoluer vers plus d'autonomie (c'est le sens de l'issue du congrès de Gênes de juin 1948), certains dirigeants comme Jean Rous, mal à l'aise avec l'évolution de la SFIO, tentent de tisser des liens. Le PSI noue alors quelques contacts avec le Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR) qui demeurent toutefois épisodiques et se limitent à la fin de l'année 1948.

Seul le PSU français constitue un appui constant du PSI, mais celui-ci demeure modeste étant donné l'audience limitée du parti dirigé par Élie Bloncourt. Après le départ de Jean Zyromski pour le PCF, ce dernier anime le courant de Bataille socialiste au sein de la SFIO, représentant de la tendance unitaire. Or, en décembre 1947, les dirigeants du courant sont exclus et créent le Mouvement socialiste unitaire et démocratique qui devient rapidement le PSU. Dans L*a Bataille socialiste*, leur organe, ils publient régulièrement des articles favorables au PSI, présenté comme le seul parti socialiste européen à n'avoir pas trahi les masses populaires. Le journal appuie systématiquement le PSI, à la fois dans ses déboires avec les institutions internationales socialistes et dans sa politique d'alliance avec les communistes. Du côté italien, c'est Gilles Martinet, membre du PSU, qui entretient les liens entre les deux formations, à partir de la fin de l'année 1948. Il suit alors les questions françaises pour le nouvel hebdomadaire *Mondo Operaio* de Gianni Bosio, sur lequel Pietro Nenni garde un œil attentif.

Pour le PSU, le soutien du Parti socialiste italien n'est pas non plus négligeable : Élie Bloncourt adresse ainsi une lettre à Pietro Nenni à la fin de l'année 1949, pour le prier de dépêcher un orateur au deuxième congrès du parti. Le secrétaire du PSI s'y rend en personne, ce qui témoigne, en creux, de son isolement, la formation française étant loin de jouer un rôle central sur l'échiquier européen.

Le PSI entre ainsi dans une phase d'isolement international qui s'accentue encore dans les mois qui suivent. En effet, dès janvier 1948, une nouvelle scission, bien que d'ampleur mineure, contribue à l'affaiblir. De plus, à la fin de l'année 1949, c'est l'ancien ministre de l'Intérieur, Giuseppe Romita, qui quitte le parti, toujours à cause de l'alliance communiste. Ces différents groupes, après un processus d'unification heurté, finissent par se réunifier avec le PSLI en 1951, ce qui donne lieu à la naissance d'un nouveau parti en janvier 1952, le Parti social-démocrate italien (PSDI), pleinement intégré à l'Internationale socialiste refondée en 1951 à Francfort et souvent force d'appoint des majorités gouvernementales à majorité démocrate-chrétienne.

Conclusion

Ainsi, la scission italienne de 1947, la détérioration des relations entre SFIO et PSI jusqu'à la rupture et l'exclusion de ce dernier du Comisco sont tous des symptômes de la crise que traverse le socialisme européen, dans toutes ses nuances, à partir du milieu de l'année 1946. Sortis du conflit avec la conviction d'avoir un rôle central à jouer dans l'Europe de la reconstruction, les différents partis socialistes ou apparentés d'Europe occidentale se trouvent confrontés à l'émergence de la guerre froide.

Face à ce dilemme, le choix de l'alliance occidentale apparaît à la très grande majorité d'entre eux comme le seul choix acceptable. *A contrario*, le socialisme unitaire résiste dans certains contextes particuliers : l'Italie donc, l'Espagne franquiste (autour de Juan Negrín) et la Grèce de la guerre civile. Dans ces espaces prévaut en effet une lecture antifasciste : plus que la guerre froide, c'est la lutte contre le fascisme ou la crainte d'une résurgence de ce type qui occupe les socialistes – ou du moins une partie d'entre eux. Le socialisme unitaire peine en tout cas à s'imposer à l'échelle européenne, ce que prouve la mise à l'écart du Comisco puis de l'Internationale du parti italien et du groupe réuni autour de Juan Negrín (au profit de l'autonomiste Rodolfo Llopis).

En Italie, le Parti socialiste italien reste fermement allié avec le PCI jusqu'au milieu des années 1950, date à laquelle la question de l'autonomie redevient centrale. Les événements de Hongrie, en 1956, puis le rapport Khrouchtchev au XX^{e} congrès du PCUS accélèrent la rupture entre les anciens alliés. Dès lors, le PSI se rapproche progressivement de l'alliance gouvernementale et appuie un premier gouvernement à majorité démocrate-chrétienne en 1960 avant d'entrer dans la majorité en 1963, dans un gouvernement dit de *centrosinistra* (centre-gauche). Malgré cela, le PSI et le PSDI demeurent deux formations distinctes – à l'exception de la brève réunification de 1966-1969, peu probante d'un point de vue électoral – bien qu'elles collaborent régulièrement dans la même majorité et disparaissent du panorama politique au même moment, au début des années 1990.